Document généré le 11 oct. 2024 22:18

Recherches sociographiques

Gérard BOUCHARD et Joseph GOY (DIRS), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation, XVIIe-XXe siècles*

Bruno Jean

Volume 32, numéro 2, 1991

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056611ar
DOI : https://doi.org/10.7202/056611ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Jean, B. (1991). Compte rendu de [Gérard BOUCHARD et Joseph GOY (DIRS), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation, XVIIe-XXe siècles*]. *Recherches sociographiques*, *32*(2), 256–258. https://doi.org/10.7202/056611ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1991

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

c'est d'avoir juxtaposé des textes où on ne trouve de liens qu'avec la meilleure volonté du monde. Peut-être aurait-il mieux valu chercher plus d'uniformité.

Jean-Pierre CHARLAND

Département d'études en éducation et d'administration de l'éducation, Université de Montréal.

Gérard BOUCHARD et Joseph GOY (dirs), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation, XVIIe-XXe siècles*, Chicoutimi et Paris, Centre interuniversitaire SOREP/École des hautes études en sciences sociales, 1990, 383 p.

Le livre fait suite à trois ouvrages antérieurs de cette équipe d'historiens et d'ethnologues, en synergie franco-québécoise, qui renouvellent de façon décisive notre historiographie du Québec rural. Il s'agit des actes du Colloque d'histoire comparée Québec-France tenu à Montréal en février 1990. Dès les premières pages d'ailleurs, on étale les précautions d'usage en annonçant déjà la tenue d'un colloque final et donc probablement d'une prochaine publication à caractère moins provisoire. Comparativement au collectif paru en 1986, sous la responsabilité de J. Goy et J.-P. Wallot avec des coéditeurs universitaires (Presses de l'Université de Montréal et École des hautes études en sciences sociales), le dernier-né fait figure de parent pauvre... et les responsables sont tout excusés, car on oublie bien vite les quelques coquilles qui subsistent dans cet éloquent témoignage d'une quête de connaissance sur notre passé, n'ayant d'autres objectifs que l'approfondissement du savoir et supposant aussi des tâtonnements, de patientes recherches et des remises en question des vérités révélées.

Impossible donc d'en rendre compte avec justesse en quelques lignes : mon commentaire sera trop partiel, partial et impressionniste. Car, je l'avoue, j'ai adopté une approche homéopathique, la seule possible pour moi, n'étant pas historien de profession, mais ayant toujours entretenu avec l'histoire des rapports d'admiration et de répulsion. Admiration pour un savoir et une pratique qui produisent des connaissances et du sens, dans l'abnégation des recherches de fonds, mais répulsion dans la mesure où je pense qu'il est grandement risqué de s'arrêter à l'anecdote, sans remonter à des vues d'ensemble ou au renouvellement des interprétations générales. En somme, on admire ce qui nous est difficile à pratiquer, soit la rigueur et la patience d'une démarche de recherche avec des sources de première main. Je pourrais donc faire miens les reproches adressés à Lise Pilon-Lê (p. 254) : conclure avec témérité à partir de sources minces et d'une méthodologie déficiente. Pour employer une comparaison, on pourrait dire que la sociologie tourne les coins ronds et à grande vitesse, alors que l'histoire conduit plus prudemment. La sociologie a choisi la stratégie dangereuse ; si elle peut gagner, elle peut aussi aller se perdre dans le décor.

J'ai donc fait le trajet en faisant plusieurs escales et en empruntant un chemin qui n'est évidemment pas celui proposé par le plan. D'ailleurs, je pense que, si la matière est organisée selon une logique pertinente, en sept grands thèmes, qui vont de la transmission des patrimoines aux comportements sur les fronts pionniers, en passant par la reproduction familiale, l'économie rurale et la propriété foncière, il faut pour la parcourir décider son

propre itinéraire. Mais il a pris tellement de temps dans mon cas que j'en oublie déjà la séquence. J'avoue franchement que si j'ai appris des choses passionnantes, quelques articles m'ont rebuté, surtout ceux qui traitaient du cas français de manière trop exclusive et trop hermétique, mais cela demeure toutefois une question de point de vue. Car un texte comme celui de Louis LORVELLEC, un juriste de formation qui nous entraîne dans une admirable synthèse de l'évolution du droit rural en France, m'a beaucoup plu, étant donné mon intérêt pour la sociologie rurale et mes complicités avec les «ruralistes» français.

L'insigne mérite de l'ouvrage, c'est de faire état des possibilités et des limites de la recherche historique qui a connu pour les «inventaires après décès» un engouement certain. Voici probablement sa contribution la plus décisive: celle de montrer comment le maniement d'une telle source dans une perspective comparative franco-québécoise peut donner lieu à des études inédites, mais aussi jusqu'à quel point, dans la pratique, elles ne sont pas faciles. Les articles de la partie D (DESSURAULT, BAULANT, DICKINSON, entre autres) exploitent, on ne peut mieux, le caractère fécond de la démarche. De plus, ils enrichissent sensiblement notre connaissance des modes de vie ancestraux, remettant en cause nombre d'images folkloriques sur le passé rural, que ce soit la pauvreté de la culture matérielle paysanne ou, au contraire, comme l'ont fait remarquer certains chroniqueurs du temps, la consommation débridée sans commune mesure avec les moyens réels des habitants.

Tous les grands débats qui secouent notre historiographie se retrouvent dans ce livre qui, me semble-t-il, fait des pas déterminants dans la réinterprétation de notre histoire. Le plus passionnant est, selon moi, celui qui touche à l'évolution du milieu rural, de la paysannerie et de l'insertion de ce monde dans l'économie de marché. Olivier NOUGARÈDE, un de ceux qui signent un article sur les stratégies patrimoniales, me paraît résumer le mieux, dans sa courte conclusion, ce qu'est la perspective d'analyse commune à ce groupe de chercheurs:

> [...] pour appréhender les formes prises par le développement de l'économie marchande à partir de l'agriculture, et la manière dont elle la transforme, il est fondamental de comprendre et de connaître les pratiques culturelles, les comportements idéologiques et le réseau complexe des relations sociales des sociétés paysannes. Les logiques et les éthiques traditionnelles de ces sociétés qui ont pour but la préservation des patrimoines familiaux restent vivaces très longtemps. (P. 94.)

Il faut aussi faire une place de choix à l'article de PAQUET et WALLOT, car ils y esquissent une véritable synthèse de ce qui est au cœur du renouvellement historiographique. En replaçant dans leurs justes perspectives les contributions de toute une jeune génération d'historiens, qui constitue une relève très bien formée, ils donnent la mesure des interprétations majeures qui ont trait essentiellement au rapport de la paysannerie québécoise avec le système seigneurial, à la transmission des patrimoines agricoles suivant notre droit et surtout à l'image du paysan pauvre, endetté, insensible au marché. De plus, l'étude approfondie des inventaires dévoile un tout autre portrait de la prétendue crise agricole du début du XIXe siècle; car comment défendre une telle thèse, alors que dans bien des cas les sources ne montrent guère une paupérisation mais plutôt une consolidation des patrimoines et des formes d'accumulation, voire un endettement relié à une consommation ostentatoire requise par des impératifs sociaux?

> C'est ainsi que l'examen des inventaires révèle que le morcellement des exploitations rurales postulé par les historiens à partir de la coutume égalitaire ne se produit pas dans les faits. Les habitants utilisent toute une gamme de tractations (donations, partages, ventes fictives, rachats, héritages, etc.) pour assurer le maintien ou l'accroissement sinon toujours de la totalité, du moins d'un noyau central viable et relativement important. (P. 259.)
>
> Il convient donc de remiser l'image séculaire de l'habitant québécois pauvre et endetté envers son seigneur et le marchand, aliéné, anomique et exploité, sans prise sur sa destinée et sans stratégie de participation au monde

qui, autour de lui, déjà chez lui, est en train de passer au capitalisme commercial. Ce chromo n'a jamais été et ne sera jamais qu'une vision de l'esprit. (P. 266.)

On imagine aisément que de telles propositions vont aiguiller une recherche historique toujours très active en remettant en question les plus solides représentations de naguère. De ce riche passé, l'ouvrage nous fait découvrir nombre d'aspects plus singuliers par les recherches de Yves LANDRY sur les filles du roi en Nouvelle-France, celles de Alain LABERGE sur la présence des Granvillais sur la Côte-du-Sud au moment du Régime français. Pour rendre justice à chacune des vingt-huit contributions, il me faudrait parler de bien d'autres articles tout aussi intéressants, dont celui de Renaud SANTERRE sur les donations de fermes. Mission impossible? J'espère simplement avoir montré que ce livre ouvre la voie à des avancées de taille dans la connaissance historique, et nous attendons la prochaine publication du groupe qui ne risque point de nous décevoir.

Finalement, ayant moi-même participé à deux programmes de recherches comparatives avec des homologues français, je constate qu'ils ne sont pas dupes des possibilités réelles d'une coopération effective sur deux sociétés historiquement et sociologiquement si différentes. Dans le fond, ces échanges «scientifiques» franco-québécois sont, le plus souvent, l'occasion de réunir, de part et d'autre, un réseau de spécialistes qui, devant expliquer leurs travaux, en arrivent à faire progresser le savoir dans leur propre communauté scientifique. J'ai mentionné que le colloque fut l'occasion pour les historiens d'ici de faire le point sur leurs récentes recherches et de montrer comment elles constituaient un foyer de mise à jour de la connaissance de notre propre passé. Or, on pourrait en dire autant du cas français, et l'article de Joseph GOY fait le meilleur constat de l'analyse historique et ethnologique des sociétés rurales de France, qui, par le renouvellement de la recherche sur les stratégies de transmission des patrimoines et sur les modes de dévolution des héritages, révèle, entre les textes de loi et les pratiques coutumières, un espace de liberté propre à des cultures paysannes arrivant à maintenir des permanences dans un monde changeant, selon l'heureuse expression de Georges AUGUSTINS. (P. 113.) Je partage entièrement les propos de Goy quand il dit, au début de cette aventure, qu'il était «sans doute préférable d'avancer le plus possible nos enquêtes respectives, et ensuite, seulement, engager la comparaison» et que «les décalages entre les mondes déjà "pleins" et les nouveaux mondes qui se remplissent, même rapidement, sont tels que la comparaison nécessite, pour le moins, d'élémentaires prudences». (P. 51.) Aussi, souhaite-t-il que dans le prochain ouvrage on réponde mieux «aux questions toujours présentes qui figurent dans le projet d'histoire sociale que nous avons élaboré ensemble». (P. 56.) Je dirais qu'on n'en attend pas autant; si ce questionnement commun sert seulement d'aiguillon à un rajeunissement de la recherche historique dans le nouveau monde, et l'ancien, on entreprend déjà une œuvre utile et profitable. Personnellement, je ne pense pas qu'on puisse en demander plus aux démarches comparatives franco-québécoises dans les sciences sociales... et c'est un grand pas pour nos recherches historiographiques respectives et pour les chercheurs concernés de part et d'autre de l'Atlantique qui apprennent aussi à se respecter.

Bruno JEAN

Département des sciences humaines,
Université du Québec à Rimouski.